

Réinventer l'autorité

Collection
« Humus, le désir de l'analyste en acte »
dirigée par Jean-Pierre Lebrun

*« Le savoir par Freud désigné de l'inconscient,
c'est ce qu'invente l'humus humain
pour sa pérennité d'une génération à l'autre. »*

(Jacques Lacan, « Note italienne », 1973)

Cette collection a accueilli pendant ses dix premières années des textes qui tentaient de conceptualiser les effets de la mutation contemporaine du lien social sur la subjectivité. Aujourd'hui, elle se donne un nouveau défi : poursuivre son projet en publiant des ouvrages qui témoignent davantage de l'engagement des psychanalystes dans l'actualité de leur clinique, de la façon dont ils travaillent les difficultés à l'œuvre, dont ils se font le lieu d'adresse pour les sujets en mal de parole qu'ils rencontrent.

Déjà parus dans la série « Entretiens »

Marc Crommelinck et Jean-Pierre Lebrun
Un cerveau pensant : entre plasticité et stabilité
Psychanalyse et neurosciences

Jean-Pierre Lebrun et Nicole Malinconi
L'altérité est dans la langue

Michèle Gastambide et Jean-Pierre Lebrun
Oreste, face cachée d'Œdipe ?

Jean-Pierre Lebrun et André Wenin
Des lois pour être humain

Jean-Pierre Lebrun
Alain Eraly

Réinventer l'autorité

Psychanalyse et sociologie

 **érès**
éditions

Conception de la couverture :

Anne Hébert

Version PDF © Éditions érès 2021

CF - ISBN PDF : 978-2-7492-6997-9

Première édition © Éditions érès 2021

33, avenue Marcel-Dassault, 31500 Toulouse, France

www.editions-eres.com

Partagez vos lectures et suivez l'actualité des **éditions érès** sur les réseaux sociaux



Aux termes du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle de la présente publication, faite par quelque procédé que ce soit (reprographie, microfilmage, scannérisation, numérisation...) sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

L'autorisation d'effectuer des reproductions par reprographie doit être obtenue auprès du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, tél. : 01 44 07 47 70 / Fax : 01 46 34 67 19.

Table des matières

| | |
|--|----|
| AVANT-PROPOS..... | 7 |
| 1. LA CRISE DE L'AUTORITÉ..... | 15 |
| Le concept d'autorité..... | 16 |
| Une autorité abusive..... | 19 |
| Les trois plans de la crise de l'autorité..... | 26 |
| Un changement d'hégémonie culturelle..... | 33 |
| Contestation et/ou récusation de la place d'exception | 38 |
| La société de la déflexion | 52 |
| 2. AUTORITÉ, COERCITION ET DOMINATION..... | 61 |
| Pouvoir normatif, pouvoir coercitif..... | 61 |
| L'autorité n'est pas la domination | 65 |

RÉINVENTER L'AUTORITÉ

| | |
|---|-----|
| L'autorité comme limite à la domination et à la coercition | 73 |
| L'autorité est symbolique..... | 82 |
| Le paradoxe de l'autonomie..... | 99 |
| 3. LE LANGAGE ET LA PAROLE..... | 115 |
| La dimension performative du langage..... | 116 |
| La crise du performatif..... | 124 |
| Les normes du langage sont-elles des normes sociales ? | 145 |
| Qu'arrive-t-il au langage ? | 160 |
| Le langage et la réalité psychique..... | 179 |
| La culture victimaire | 192 |
| 4. RÉINVENTER L'AUTORITÉ | 213 |
| Réinventer l'autorité ou prendre acte de son déclin ? | 213 |
| Les conditions d'une réinvention..... | 220 |
| L'autorité comme distance affective..... | 239 |
| L'égal respect..... | 251 |
| Clarifier les valeurs..... | 261 |
| Le droit contre l'autorité ? | 265 |
| CONCLUSION : | |
| AUTORISER L'AUTORITÉ..... | 275 |
| EN GUISE DE POSTFACE | 287 |

Avant-propos

JEAN-PIERRE LEBRUN : Alain Eraly, tu es professeur à l'Université libre de Bruxelles, maintenant à l'éméritat ; tu y as enseigné la sociologie, la communication et la gestion publique ; tu es membre de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique ; tu as également une très longue expérience d'intervention dans les institutions de toutes sortes, structures universitaires, hôpitaux, administrations, entreprises... Encore aujourd'hui, tu es fortement impliqué dans la mise en place du Pacte pour un enseignement d'excellence, véritable programme de réorganisation de l'école en Belgique francophone.

Par ailleurs tu as écrit récemment et viens de publier deux ouvrages¹ consacrés à l'autorité. En quatrième de couverture du dernier, tu as soin de préciser que l'institution de l'autorité fait aujourd'hui l'objet d'une remise en cause profonde. Tu y vois « une bonne nouvelle » en précisant aussitôt que tout retour en arrière étant proscrit, l'autorité est donc à réinventer. Je partage à quelques nuances près ce point de vue et te demanderai d'abord ce qui t'a amené à mettre cette question de la crise de l'autorité au centre de tes préoccupations.

ALAIN ERALY : Dans les différents postes que j'ai occupés, j'ai eu l'occasion de côtoyer de nombreux dirigeants, certains remarquables, d'autres médiocres, et j'ai moi-même fait l'expérience de la difficulté d'assumer une position de responsabilité aujourd'hui. Comme formateur, consultant et intervenant dans des institutions aussi diverses que l'école, l'université, l'entreprise, la police, l'administration, l'hôpital ou l'associatif, j'ai pris la mesure des difficultés qu'affrontaient ces milliers de responsables : remise en cause, contestation, résistance, conflit, inertie, impuissance.

1. A. Eraly, *Autorité et légitimité. Le sens du collectif*, Toulouse, érès, 2015 ; *Une démocratie sans autorité ?*, Toulouse, érès, 2019.

Au fil du temps, je me suis avisé du danger de *psychologiser* toutes ces difficultés : de les rapporter à la seule personnalité des responsables, de les imputer à leur prétendu « faible leadership » ou à leur « manque de charisme ». Il m'est apparu de plus en plus clairement que ces responsables affrontaient tous, chacun à sa façon et dans son contexte propre, une seule et même dynamique sociale et culturelle. Que tous exprimaient la même crise fondamentale de légitimité qui traverse aujourd'hui l'ensemble des mondes sociaux, de la famille à l'entreprise en passant par l'école, l'hôpital ou l'Église. Et que cette crise de légitimité, loin d'affecter leur seul rapport aux autres, ébranlait la manière dont ils se rapportaient à eux-mêmes. Non seulement ils affrontaient, dans leur fonction, la résistance des autres, mais ils cessaient en outre d'être légitimes à *leurs propres yeux* et se débattaient avec des questions du genre : en quoi cela me regarde-t-il ? Qui suis-je pour imposer/interdire ? Au nom de quoi ? À quoi bon sanctionner ? Est-ce que tu partages ce genre de constat ?

J.-P. L. : J'ai été, bien sûr, moi aussi interpellé par les difficultés que j'ai vues croissantes, d'exercer l'autorité. J'ai vu cette crise à l'œuvre lors des supervisions institutionnelles ou des supervisions individuelles de directeurs, de responsables, de coordinateurs, de chefs de service, etc. Mais il

m'a semblé qu'il y avait d'emblée au moins deux dimensions à cette crise : le volet de l'individu qui exerce l'autorité, avec ses difficultés personnelles, et un autre volet, lui, plus collectif, qui, comme tu le dis, tient à l'affaiblissement de la légitimité de la place elle-même.

Je revoyais récemment le film *Habemus papam* de Nanni Moretti, où est très bien rendue la difficulté de Michel Piccoli, alias le cardinal Melville, qui vient d'être élu à la fonction suprême mais ne se sent pas capable de l'assurer pour des raisons qui le concernent, lui. Mais en même temps, ce qu'évoque le film de manière quasiment visionnaire, c'est la question de savoir si une telle place a encore sa légitimité dans le monde d'aujourd'hui, car il se fait que même au Vatican, on dirait qu'on n'est plus tout à fait certain de la chose. C'est en tout cas ce que le film de Moretti laisse entendre...

Ces deux dimensions de la crise de légitimité, l'une personnelle, l'autre collective, s'entrecroisent et finissent par rendre quasiment impossible à quiconque d'encore occuper une telle place. S'ensuit qu'il n'y a rien d'étonnant à ce que, comme j'ai pu le constater tout au long de ces dernières années, la pertinence d'occuper « la place d'exception »,

comme je l'appelle², et la disparition des signes qui attestaient de sa légitimité (du stéthoscope du médecin à la casquette du chef de gare en passant par la règle de l'instituteur...) ont entraîné que l'on voit souvent aujourd'hui des personnes refuser d'investir cette place qui doit faire autorité, que ce soit celle d'un coordinateur d'équipe, d'un maire de village, d'un médecin chef de service, voire d'un enseignant qui ne veut parfois même plus être titulaire de classe, alors qu'il est évident que ce sont là des places indispensables au bon fonctionnement du collectif. Tout se passe comme si, implicitement, cette place avait été à ce point dévalorisée, même discréditée, que plus personne ne veut l'occuper.

Un collègue me racontait récemment qu'il devait très souvent constater que les groupes auxquels il participait, – comme simple membre ou comme responsable – ne parvenaient plus à s'organiser comme des collectifs, des communautés de travail, voire des institutions. Il y avait toujours un agglomérat de personnes toutes aussi participantes les unes que les autres, mais ce qui semblait avoir disparu, c'était le visage du collectif. Comme si elles en avaient perdu la représentation implicite.

2. J.-P. Lebrun, *Clinique de l'institution*, Toulouse, érès, 2012 ; *Y a-t-il un directeur dans l'institution ?*, Paris, Presses de l'EHESP, 2014.

Un autre me disait son inquiétude à devoir diriger une équipe pour une période indéterminée ; il craignait de ne pas y parvenir tant il pressentait qu'il n'aurait pas le consensus que généralement il obtenait assez facilement pour des tâches à court terme, par exemple pour des périodes limitées à un ou deux mois, qui correspondaient aux événements qu'il devait organiser. Il précisait avec beaucoup de finesse que, pour du long terme, il lui faudrait perdre l'appui consensuel qu'il parvenait à obtenir quand il s'agissait de courtes périodes, mais qu'il devrait, en revanche, gagner l'autorité qui lui permettrait de se soutenir dans la durée ; pour lui, cela n'était pas gagné d'avance alors qu'il ne doutait nullement – et à juste titre – des compétences strictement professionnelles qui étaient les siennes. Ainsi il mettait au jour deux plans différents : celui de la place à occuper dans la durée sans l'appui d'une légitimité, et sa difficulté propre à engager sa singularité à cette place, difficulté qui tenait sans doute à son histoire personnelle.

J'aurais eu envie de renvoyer mes deux interlocuteurs à cet autre film, *Le traître*, de Marco Bellocchio, qui relate l'histoire de Tommaso Buscetta, ce baron de la Mafia qui, en 1986, a été le premier à témoigner contre elle en justice, en levant la loi du silence et en dénonçant ses comparses. Son acte a permis de mettre près de cinq cents

mafiosi sous les verrous. Ce dit « repentî » n'acceptait pas d'être appelé ainsi parce qu'il justifiait d'avoir « parlé » par le fait qu'il ne se sentait plus lié, comme il l'avait été dès son plus jeune âge, à « Cosa nostra », argumentant que celle-ci n'était plus ce qu'elle avait été autrefois, qu'elle était plutôt devenue « Cosa mia ».

La situation est donc ainsi bien résumée : c'est comme si le « nous » s'était évaporé au profit des « je » qui, même ensemble, ne font pour autant pas des « nous ». Conséquence de cette mutation de société dont a très bien rendu compte le philosophe Olivier Rey, avec sa formule qui résume en quelques mots l'enjeu du changement : « Hier, le "je" était le singulier du "nous", aujourd'hui le "nous" est le pluriel du "je"³. » Cela pour finir par dire que la crise de l'autorité que nous observons aujourd'hui, toi et moi, recouvre plusieurs plans qu'il va nous falloir dégager et expliciter du mieux que nous pouvons.

A. E. : Effectivement, certains mettent en doute l'idée même de crise de l'autorité en rappelant à juste titre que cette dernière, de tout temps, a été en butte à la contestation. Platon s'en plaignait déjà !

3. O. Rey, *Quand le monde s'est fait nombre*, Paris, Stock, 2017, p. 62.

RÉINVENTER L'AUTORITÉ

Cela n'est certes pas contestable. Mais une chose est la transgression, une autre le déclin des institutions qui dilue jusqu'au sens de ce que tu appelles la place d'exception.

L'insoumission des jeunes, en particulier des jeunes hommes, est intemporelle, mais ce n'est pas de ce vieux conflit-là que nous parlons ici, conflit qui s'est d'ailleurs très largement résorbé depuis Mai 68. Je parle avant tout d'une évolution fondamentale de la relation des adultes entre eux et de leur rapport intime au pouvoir et au collectif.

1

La crise de l'autorité

ALAIN ERALY : Certains contestent l'idée même de crise de l'autorité en soulignant la permanence de l'ordre social : nos sociétés, disent-ils, sont très loin d'être anarchiques, l'ordre étatique et capitaliste y règne même comme jamais, la surveillance est permanente et les prisons sont surpeuplées. Cet argument s'entend bien, mais, comme nous devons le développer par la suite, il procède d'une confusion fondamentale entre l'autorité, la coercition et la domination. Confondre la première avec les deux autres empêche littéralement de penser le grand basculement que nous venons d'évoquer.

LE CONCEPT D'AUTORITÉ

Pour éviter cette confusion, il nous faut commencer par clarifier à nouveau le concept d'autorité. Hannah Arendt, au milieu du XX^e siècle, observait déjà que l'autorité nous était devenue incompréhensible au point que nous finissions par la confondre avec la coercition.

JEAN-PIERRE LEBRUN : Mais en quoi l'autorité se distingue-t-elle de la coercition ?

A. E. : *Coercition* : dans la rue, un voyou pointe une arme sur un passant et lui demande son argent ; dans la cour de récréation, un élève profite de sa force pour en humilier un autre ; un employeur exerce un chantage à l'emploi afin d'extorquer un surtravail de son employé. Dans ces exemples, des acteurs profitent d'une dépendance des autres à leur égard pour imposer leur volonté. Ces derniers doivent se soumettre s'ils veulent éviter des rétorsions, ils sont un moyen pour une fin qui leur est étrangère.

Autorité : un arbitre inflige un carton jaune à un joueur coupable d'une vilaine faute ; un enseignant sanctionne un élève qui remet une copie médiocre ; un agent de police verbalise un automobiliste qui est passé au feu rouge ; un chef de service rappelle à l'ordre un employé qui dénigre ses collègues. Tous ces responsables agissent dans le cadre de leur rôle et ils sont les garants du respect de normes communes ;

en sanctionnant les fautifs, ils ne poursuivent en rien leur intérêt propre mais se bornent à accomplir leur devoir – ils se passeraient bien, du reste, d'infliger ces sanctions. Le pouvoir qu'ils exercent est *normatif* et non simplement coercitif ; il s'affirme au nom d'une institution et vise à défendre un bien commun. L'obéissance à l'autorité, au contraire de la soumission à une coercition, ne revêt en soi aucun caractère d'humiliation. S'agenouiller à l'église sur l'injonction de l'officiant n'a absolument rien à voir avec le fait d'implorer à genoux la mansuétude de son agresseur, ou celui de mettre un genou à terre dans un affrontement physique.

Le fait même d'assimiler toute forme d'obéissance à une violence et à une vexation est le signe par excellence de la crise de l'autorité, elle marque la survenance d'un univers de compétition égalitaire obsédé par le pouvoir interpersonnel et dans lequel *plus personne ne parle au nom du collectif*. Toute différence devient alors une inégalité, toute espèce d'obéissance est une soumission à l'intérêt d'autrui. Or, même un anarchiste, insiste le philosophe Margalit, doit convenir qu'un arbitre de football, lorsqu'il impose l'obéissance sur le terrain, n'est pas une institution humiliante, c'est la condition même du jeu collectif¹.

1. A. Margalit, *La société décente*, Paris, Climats, 1999.

J.-P. L. : Il faut pourtant reconnaître que c'est souvent et même de plus en plus comme cela que les choses sont aujourd'hui perçues. Toute autorité apparaît d'office comme humiliante, elle est entrave à la singularité, blessure pour l'individu...

A. E. : Sans doute, mais qu'est-ce que finalement l'autorité ? Rien d'autre que la légitimité qu'une personne tire d'une place d'exception qu'elle occupe, d'un rôle public qu'elle joue et d'une responsabilité collective qu'elle assume *au nom d'une institution*.

Dans ce film que tu viens d'évoquer, *Habemus papam*, le cardinal Melville refuse tout à la fois la place d'exception et le rôle public qu'elle implique, tant il se sent écrasé par la responsabilité qui lui échoit, et tant il manque de légitimité à ses propres yeux. On lui répète que Dieu, c'est-à-dire aussi bien l'institution, lui donnera la force nécessaire pour accomplir sa mission, et lui cherche vainement en lui-même une force qui devrait lui venir du collectif : il ne croit plus à la grâce en même temps qu'il ne se sent pas capable de la recevoir. Du coup, c'est l'institution même qui est en péril. Pas d'institution sans autorité et pas d'autorité sans institution ; les deux sont indissociables.

J.-P. L. : Pour quelle raison fondamentale selon toi ?

A. E. : Parce que, par nature, les institutions sont muettes ; une institution ne parle pas, seuls les humains sont doués de parole. Pour qu'une institution existe et agisse dans le monde humain, il faut que des personnages soient habilités à parler en son nom. Pour célébrer un mariage, engager juridiquement une association, déléguer un pouvoir, promulguer une loi, sanctionner un contrevenant, proclamer des résultats, une personne attitrée, titulaire d'une place d'exception, doit prendre la parole et prononcer les formules consacrées. Typiquement, l'autorité fait parler les institutions et leur confère, ce faisant, une force performative.

En somme, l'autorité recouvre l'infinie variété des réponses qu'ont forgées les sociétés aux questions vitales de la représentation et de la mise en récit de la vie collective ainsi que de la légitimation des contraintes inhérentes à cette vie collective. Raison pour laquelle la crise de l'autorité est identiquement une crise de l'institution.

UNE AUTORITÉ ABUSIVE

J.-P. L. : Je te suis dans ce que tu avances, mais d'où vient selon toi qu'aujourd'hui l'on suspecte sans cesse, et tant que faire se peut, que ce n'est pas de cette tiercéité institutionnelle que se légitime celui

qui occupe la place d'autorité, mais qu'il se soutient surtout de la jouissance du pouvoir que l'occupation de cette place lui permet d'obtenir.

Faut-il y lire seulement la trace des abus d'antan ? Car nul ne peut le nier, l'autorité a aussi été l'occasion, pour d'aucuns, d'exercer leur tyrannie. Il suffit de penser, en dehors des nombreux dictateurs connus comme tels dans l'Histoire, aux exemples de tyrannie domestique de certains pères de famille, mais tout autant à ces généraux à qui étaient adressées les mutineries de 1917, parce qu'ils n'avaient d'autre objectif que de tirer leur gloire des victoires qu'ils espéraient obtenir grâce au massacre de leurs soldats. Encore une fois, s'il fallait évoquer des films qui ont parlé à tout le monde, je renverrais ici au *Ruban blanc* de Michaël Haneke, ou aux *Sentiers de la gloire* de Stanley Kubrick.

Ces *révoltes* qu'il faut bien aujourd'hui reconnaître comme légitimes – et c'est loin d'être fini – s'adressent à une autorité qui s'exerce pour la seule jouissance de son pouvoir et ne se réfère aucunement à cette tiercéité institutionnelle que tu évoques à juste titre. Je veux simplement rappeler par là qu'on ne peut donc se contenter de dire ce que devrait être l'autorité, il nous faut aussi prendre en compte ce qu'elle a été effectivement, ce qu'elle est encore parfois, voire souvent. C'est d'ailleurs peut-être le risque permanent qu'elle court.

loin de réduire l'incertitude collective, l'accroissaient au contraire, par exemple en changeant constamment les règles ou en allant jusqu'à nier l'utilité du port du masque. En particulier, la pandémie a mis en évidence la crise des autorités intellectuelles : jamais, sans doute, les scientifiques, médecins, virologues et épidémiologues, ne se sont vus ouvrir à ce point les portes des médias, et jamais la cacophonie des discours d'experts, loin d'éclairer le débat, n'a conduit tant de gens à conclure que « de toute façon, on ne sait rien ». Passé un premier moment de curiosité intellectuelle, beaucoup d'entre nous ont choisi d'obéir sans trop chercher à comprendre. Une chose est l'espace public de la discussion, autre chose l'autorité qui vient trancher dans le réel et statuer.

Ce qui s'est aussi bien vérifié, c'est que l'autorité relevait en fin du compte du politique même si, en l'occurrence, les scientifiques avaient le rôle déterminant de les éclairer tant que faire se pouvait.

La pandémie a également été l'occasion de constater l'absurdité qui consiste à opposer autorité et autonomie, règle formelle et responsabilité personnelle. Des observateurs se sont dressés, au début de la pandémie, pour défendre l'idée qu'au lieu de nous imposer des restrictions, nos dirigeants auraient mieux fait d'investir dans l'autonomie et le sens des responsabilités des citoyens. Pour l'essentiel, ceux-là ont dû se ranger à l'évidence : chacun

connaissait, depuis avril 2020, l'ampleur du danger, la nécessité de protéger les autres en se protégeant soi-même, nul n'ignorait l'utilité du masque, la distance sociale, les gestes barrières, etc. ; il reste qu'à peine ont-ils retrouvé des espaces de liberté, beaucoup ont baissé la garde et pris des risques, obligeant les États à resserrer la vis. Cela venant confirmer que la libre disposition de soi n'est jamais, comme telle, un fondement du vivre-ensemble. Au contraire, en nous imposant des restrictions – assurément contestables – au nom du collectif, l'autorité nous aide à prendre nos responsabilités. Elle place chacun d'entre nous devant la question de savoir comment il assume et donne sens à ces restrictions dans sa propre vie. Et si, certes, nous avons tous été amenés à prendre des libertés avec les mesures édictées, du moins l'avons-nous fait en connaissance de cause et souvent au nom de valeurs que nous estimions supérieures – et cela aussi, c'est la responsabilité.